

Un Américain séropositif condamné pour avoir contaminé des femmes rencontrées sur Internet

JUSTICE Il était poursuivi dans deux autres Etats pour les mêmes faits...

Aux [Etats-Unis](#), un homme originaire de l'Etat de Géorgie a été condamné à 10 ans de prison après avoir utilisé un site de rencontre pour coucher avec des femmes sans leur indiquer qu'il était séropositif, rapporte *Le Monde*.

James Allen Propes, poursuivi pour une affaire similaire dans les États d'Oregon et d'Indiana, a été reconnu coupable de mise en danger de la vie d'autrui par une personne infectée par [le virus du sida](#).

Une « personne diabolique »

Au moment de prononcer le verdict, vendredi dernier, le juge Tom Davis a qualifié l'homme de « personne diabolique », a rapporté l'avocat de la défense.

En France, la première affaire de ce genre a été jugée en 2004. Un homme de 31 ans, ayant appris sa séropositivité en 1997, avait « multiplié les conquêtes féminines, entretenant concomitamment plusieurs relations ». La cour d'appel de Colmar l'avait condamné à six ans de prison ferme, rappelle le quotidien.

Lutter contre le sida est-il devenu un luxe ?

Après la tenue cet été de la XXI^e conférence internationale contre le sida, le président de l'association Aides s'inquiète des reculs et des blocages absurdes qui mettent en péril l'objectif d'en finir, un jour, avec l'épidémie.

En Afrique du Sud, où 20 % des 15-49 ans sont touchés par le VIH, la tenue d'une telle conférence revêt forcément une dimension particulière. Elle permet de relativiser les excès d'optimisme, et de remettre la parole des personnes touchées au cœur de la riposte mondiale à l'épidémie.

Ce n'est pas la première fois que Durban accueille la conférence mondiale. En 2000, la précédente conférence de dans cette ville marquait même un tournant historique : quatre ans après l'arrivée des premiers traitements, des milliers de personnes séropositives convergeaient de tout le pays pour demander que tous les malades y aient accès. Cet appel avait agi comme un électrochoc, et le monde prenait enfin conscience de la situation : une épidémie qui décime des pays entiers au Sud, et des traitements dont seuls les malades du Nord pouvaient bénéficier. Un an plus tard, la communauté internationale créait le Fonds mondial contre le

sida, et se donnait l'accès universel aux traitements comme objectif prioritaire du nouveau millénaire.

Trop peu de traitements dans les pays pauvres

Revenir à Durban seize ans après, c'est l'occasion de mesurer le chemin parcouru et de se rendre à l'évidence : les progrès notables réalisés ces quinze dernières années n'ont pas suffi à enrayer la propagation du virus. L'épidémie ne recule pas, car trop de barrières subsistent sur le chemin de la prévention et du soin : pas assez de traitements dans les pays pauvres, des financements qui plafonnent, des systèmes de santé défaillants, des discriminations qui perdurent.

L'épidémie ne recule pas car de nombreux pays s'obstinent à pénaliser des populations pour ce qu'elles sont, en raison de leur vie, leur statut sérologique, leur orientation sexuelle, leur genre ou leurs pratiques. La mobilisation des activistes internationaux à Durban l'a une nouvelle fois démontré : la lutte contre le sida est plus que jamais politique. Un combat permanent en direction des institutions nationales et internationales pour plus de financements, contre toute forme de discrimination, et pour un accès inconditionnel à la santé et aux droits.

Ainsi, à l'espoir immense suscité par les progrès réalisés dans l'accès aux traitements et la diminution du nombre de morts succède la colère et la frustration de constater les blocages absurdes qui mettent en péril l'objectif d'en finir un jour avec l'épidémie.

Le changement passe par le politique

Car oui, nous pouvons mettre fin au sida sans même avoir un vaccin. Les résultats spectaculaires constatés à San Francisco montrent qu'une stratégie qui combine l'accès à tous les moyens de prévention, y compris le traitement préventif, une politique de dépistage volontariste et la garantie d'un accès précoce aux traitements peut avoir un impact drastique sur la courbe de l'épidémie. Pour une fois que l'on peut infléchir une courbe, ne boudons pas notre plaisir. Mais le succès d'une telle stratégie repose sur des changements politiques majeurs, des changements radicaux visant à redonner une place centrale aux personnes concernées. Comment imaginer mettre fin au sida quand la Russie refuse de soigner les usagers-ères de drogues ? Quand tant de gouvernements organisent sciemment la chasse aux homosexuel(e)s ou aux migrant(e)s ? Quand la ségrégation raciale est encore une réalité dans de nombreux pays ?

Le VIH a toujours frappé là où la société ne voulait pas regarder. Plus de trente ans après, la question des droits humains est plus que jamais au cœur de la réponse à l'épidémie. En parallèle, nous assistons aux prémices de la privatisation de la lutte, où des firmes au cynisme sans limite nous démontrent à quel point elles prennent soin de la santé de leurs clients-es. Modèle du genre, le représentant de Grindr a voulu nous expliquer comment l'entreprise derrière la fameuse application de rencontres gays prenait en charge la prévention sur son réseau. Leur message est clair : *«Circulez il n'y a rien à voir, vous êtes face à une entreprise responsable.»* A d'autres. Nous acquiescerons le jour où Grindr permettra véritablement aux acteurs de prévention d'intervenir sur leur réseau et arrêtera de supprimer nos comptes. La supercherie est évidente, mais la tendance est là.

On en vient à se dire que si l'on trouvait un vaccin, il coûterait peut-être trop cher pour être massivement utilisé. C'est la crise, tout le monde réfléchit à des solutions moins coûteuses : allègement de traitement, médecine à distance, on cherche à sauvegarder les acquis, à faire aussi bien avec moins de moyens. Aussi bien, pas mieux. Il est évident que les réformes structurelles nécessaires ne sont pas près d'arriver. Tandis qu'une nouvelle colère gronde contre la voracité des laboratoires pharmaceutiques, le prix des médicaments revient sans cesse dans les débats comme un obstacle inacceptable.

La France montrée du doigt

Au milieu de ce folklore, une réalité émerge : lutter contre le sida semble être devenu un luxe que ne veut plus s'offrir un monde en crise. Car même les plus engagés reculent. Pour la première fois, la France a été montrée du doigt à Durban pour son immobilisme, devant toute la communauté mondiale. «*France and United States are flatliners*» a déclaré cet activiste sud-africain à la tribune.

Certains diront : «Mais qui est-il pour nous juger ? » Qui est-il ? Une personne qui vit avec le virus et assiste aux ravages de l'inaction. Une personne qui voit ses pairs mourir par milliers, faute de pouvoir bénéficier de thérapies découvertes il y a plus de vingt ans. Et François Hollande vient hélas de lui donner raison : le 17 septembre à Montréal, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme appelait les principaux Etats contributeurs à augmenter leur dotation pour les trois années à venir. Treize milliards de dollars ont ainsi pu être levés, et les sept Etats les plus riches de la planète ont tous annoncé une hausse de leur contribution. Tous... à l'exception de la France. Nous avons enfin tous les outils pour en finir avec l'épidémie, mais François Hollande préfère miser sur le statu quo.

Il y a quelques semaines, Coalition Plus lançait avec Aides une campagne afin d'alerter sur une nouvelle épidémie. Ne nous méprenons pas, c'est le même virus qui laisse la Méditerranée se transformer en cimetière. C'est la même maladie qui ferme les yeux devant la persécution des minorités les plus vulnérables. Un virus mortel. Celui de l'indifférence et du repli sur soi.